



Bras de fer entre les Etats-Unis et la Russie au sujet de la politique belliqueuse de Washington contre la Syrie

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2012

wsws.org 4 février 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Ligue arabe font pression sur le Conseil de sécurité des Nations unies pour l'adoption d'une résolution sur la Syrie en niant qu'elle est destinée à ouvrir la voie à un changement de régime et à une intervention de l'armée occidentale en Syrie.

C'est un mensonge. Alors que les puissances impérialistes et leurs mandataires contribuent à armer les forces « rebelles » qui sont engagées dans une guerre civile qui s'aggrave en Syrie, elles tentent simultanément d'intimider la Russie et la Chine qui sont opposées à l'intervention, les rendant responsables de l'aggravation du carnage en Syrie.

La résolution exige explicitement un changement de régime, en pressant le président Bashar al-Assad à démissionner au profit de son adjoint et à préparer la voie à des élections multipartites.

Le débat sur la résolution de la Ligue arabe est au point mort, avec la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, censée la voter. Le 1er février, des diplomates à l'ONU en quittant les négociations à la fin de la journée, ont dit que des « divergences clé » subsistaient entre les différents pays.

Dans une offensive de propagande, des personnalités politiques influentes ont, les unes après les autres, mêlé des demandes de changement de régime à des assurances qu'aucune opération du style de l'opération en Libye n'est envisagée pour y parvenir.

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a déclaré que le « règne de la terreur » d'Assad prendrait fin mais a affirmé qu'il n'y avait aucune intention « d'intervenir militairement. »

Le ministre français de la Défense, Alain Juppé, a qualifié de « mythe » l'idée d'une intervention étrangère.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a dit, « La résolution n'appelle pas à une action militaire et ne pourrait pas servir à en autoriser une, » mais il a prévenu que « des mesures seront envisagées par le conseil s'il n'y a pas un arrêt immédiat des violences. »

Moscou a rejeté ces assurances. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a

catégoriquement refusé d'assister à la réunion. La porte-parole de Clinton a dit que Lavrov n'était pas disponible lorsqu'elle l'avait appelé pour discuter de la situation.

Lavrov a mis en garde que la résolution pourrait entraîner « une autre Libye. » Si l'opposition « refuse de s'asseoir à la table des négociations avec le régime, » a-t-il demandé, « quelle est l'alternative ? Bombarder le régime ? J'ai déjà vu cela avant. Je peux garantir que le Conseil de sécurité n'approuvera jamais cela. »

L'ambassadeur de Russie auprès de l'ONU, Vitali Tchourkine, a déclaré, « La communauté internationale ne devrait pas se mêler en imposant des sanctions économiques ou en ayant recours à la force armée. »

L'ambassadeur chinois auprès de l'ONU, Li Baodong, s'est déclaré fermement opposé à « un changement forcé du régime en Syrie, qui violerait les principes de base de la charte de l'ONU et des normes fondamentales guidant les relations internationales. »

Le projet est présenté comme une proposition pour un transfert de pouvoir pacifique, déclarant que le Conseil de sécurité « réaffirme son engagement ferme d'assurer la protection de la souveraineté syrienne, de son indépendance, de son unité et de son intégrité territoriale en vue d'un règlement pacifique de la crise syrienne en insistant que rien dans cette résolution ne contraint les Etats à recourir à l'utilisation de la force ou à la menace de la force. »

Cependant, alors que le projet n'appelle pas à une intervention militaire, il ne l'exclut pas non plus. Au contraire, il promet « de revoir l'application de cette résolution dans les 15 jours et dans le cas où la Syrie ne respecte pas ses engagements, d'adopter de *nouvelles mesures*, en consultation avec la Ligue des Etats arabes. » [italiques ajoutés].

C'est la Ligue des Etats arabes qui avait fourni aux Etats-Unis un *casus belli* contre la Libye lorsqu'elle avait approuvé la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, conduisant aux bombardements et à l'intervention militaire de l'OTAN.

C'est pourquoi, avant-hier, Vladimir Chizhov, l'envoyé russe auprès de l'Union européenne, a réitéré l'exigence que la résolution inclue « la chose la plus importante : une clause claire excluant la possibilité que la résolution puisse être utilisée pour justifier une intervention militaire de l'extérieur dans les affaires syriennes. »

En coulisses, les Etats-Unis ont fait de très gros efforts pour courtiser le soutien de la Russie. Le journal *Financial Times* a rapporté que, « Les dirigeants de l'opposition syrienne ont rejoint les responsables occidentaux et arabes à New York pour faire pression sur Moscou. Burhan Ghalioun, chef du Conseil national syrien, principal groupe d'opposition, a rencontré lundi l'ambassadeur russe auprès de l'ONU pour réaffirmer que les intérêts de la Russie seraient préservés dans l'ère post-Assad.

Le gouvernement russe a jusqu'à ce jour refusé les assurances américaines sur la Syrie.

La Syrie est le principal allié de la Russie dans la région. Elle a signé des contrats avec Damas dans le secteur de la défense et du pétrole dont la valeur s'élève à plusieurs milliards et sa seule base en Mer Méditerranée est située au port de Tartous. De plus, la Russie comme la Chine savent que les efforts entrepris pour évincer Assad ne sont qu'un moyen d'isoler la principale cible de Washington, l'Iran, dans le but de garantir l'hégémonie incontestée sur les richesses pétrolières au Moyen-Orient et dans le bassin de la mer

Caspienne.

Ce mois-ci, Moscou a envoyé trois navires de guerre à Tartous y compris son unique porte-avions. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ayant déployé six navires de guerre dans le détroit d'Hormuz, dirigé par le porte-avion USS Abraham Lincoln après la menace de l'Iran de fermer le canal, le danger d'une guerre régionale ne pourrait être plus évident.

Des projets pour une intervention militaire en Syrie sont déjà en cours.

Les Etats-Unis collaborent avec les Etats du Golfe, menés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie pour déstabiliser le régime Assad. L'armée syrienne libre (ASL) et ses partisans politiques au sein du Conseil national syrien (CNS) jouent un rôle de couverture pour leurs opérations militaires. Dans la période précédant la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, l'ASL a intensifié son offensive dans les quartiers de Damas et de la ville de Hama.

Les médias américains se demandent ouvertement si l'ASL devrait être armée par le gouvernement Obama. La chaîne CNN a posé la question : « Quelle genre d'assistance les Etats-Unis et leurs alliés peuvent-ils et devraient-ils fournir à l'ASL comme partie intégrante de la stratégie d'aider le président Obama à parvenir à l'objectif, présenté en août dernier, d'obliger Assad à 'céder la place' ? Ou bien Washington devrait-il passer aux alliés régionaux le contrat pour une telle assistance en sous-traitance ... »

Nicholas Blandford a écrit dans un article paru dans le *Christian Science Monitor*, « L'armée syrienne libre : un meilleur outil que l'ONU pour renverser Assad de Syrie ? »

« Insister en faveur d'une résolution de l'ONU sur la Syrie est l'une des dernières démarches que la communauté internationale peut entreprendre avant de réfléchir plus sérieusement à une solution militaire que certains militants syriens sont déjà en train de préconiser ouvertement, » a-t-il déclaré.

Il cite « le militant syrien basé aux Etats-Unis, Ammar Abdulhamid », représentant de la fondation néoconservatrice Défense de la Démocratie, qui affirme qu'une, « résolution n'est plus nécessaire et pourrait même être contre-productive... Ce qu'il faut à ce stade c'est la capacité et la volonté de fournir aux rebelles le matériel et le soutien logistique nécessaires et de fournir aux dirigeants des protestataires la formation et les conseils requis pour qu'ils dirigent eux-mêmes la période transitionnelle.

Il existe d'abondantes preuves que les Etats-Unis arment l'ASL, et des reportages faisant état de l'arrivée à Iskenderum près de la frontière syrienne, d'avions de guerre de l'OTAN banalisés, livrant des volontaires libyens et des armes, et de forces spéciales américaines, françaises et britanniques pour assurer l'entraînement.

La Turquie a clairement indiqué qu'elle soutenait une solution militaire. Le président Abdullah Gül a dit au journal *Zaman* le 31 janvier que la Syrie était à présent arrivée à « un point de non retour. »

« La fin viendra à coup sûr, » a-t-il dit. Si « les dirigeants autoritaires » ne procèdent pas à des réformes, une « intervention étrangère sera inévitable. »

La Turquie est la base d'opération du CNS et de l'ASL. Elle se présente maintenant comme le point de ralliement du Hamas, assurant soi-disant un financement à hauteur de 300 millions de dollars. L'équipe dirigeante du Hamas, groupe sunnite provenant des Frères

musulmans, a déjà quitté Damas. Il entretient des liens étroits avec l'opposition syrienne qui est également dominée par les Frères musulmans.

Article original, [WSWS](#), paru le 2 février 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Chris Marsden](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca